

# Comment vraiment arrêter l'obésité

Chris Moris

Directeur général de  
Fevia, la Fédération de  
l'industrie alimentaire  
belge.

► Ce n'est pas par la fiscalité que le problème de l'obésité sera réglé mais Fevia est prête à contribuer, avec le gouvernement, à une solution.

Ces derniers jours, des réponses critiques ont fusé concernant l'annonce de la taxe sur les boissons rafraîchissantes. Fevia, la Fédération de l'industrie alimentaire, ne voit pas dans cette approche la solution au problème de l'obésité ni du surpoids dont souffre notre société. Nous voulons évidemment contribuer à une solution. Mais il n'existe pas de "solution miracle" à un problème aussi complexe que l'obésité.

Ce n'est qu'en appliquant une politique de santé dans tous les domaines ayant un impact sur notre mode de vie que nous pouvons nous attaquer au fond du problème. Et pour cela, une concertation est nécessaire : entre nos autorités compétentes et avec tous les acteurs concernés, entre autres l'industrie alimentaire, la distribution, l'enseignement et les scientifiques.

A partir de 2016, la nouvelle taxe fera augmenter le prix d'une bouteille d'un litre de boisson rafraîchissante de 3 eurocents. Pour une canette de 33 cl, la différence sera d'1 eurocent. Il semble évident que ces mesures ne vont pas pousser de nombreux consommateurs à opter pour une vie plus saine. Certains experts se réfèrent à des études étrangères qui prétendent que la taxe devrait être plus élevée, jusqu'à 20 %, pour que cela ait vraiment un impact. Ce qu'ils oublient de mentionner, c'est que le prix des boissons rafraîchissantes dans notre pays est aujourd'hui déjà 40 % plus élevé que dans nos pays voisins.

Les producteurs alimentaires belges sont déjà confrontés à un handicap dû au coût salarial important et depuis 2004, en Belgique, à une taxe d'emballages qui s'élève à 320 millions. Et que dire des nombreux Belges qui se déplacent au Nord de la France ou vont aux Pays-Bas pour y faire leurs achats : autant de calories, mais c'est meilleur marché. Depuis l'introduction de la taxe d'emballage, les achats transfrontaliers augmentent chaque année de 6 à 7 %. Allons-nous vraiment continuer à stimuler cela et chasser les emplois de notre pays alors que cela ne contribue en rien à notre santé ?

Non, ce n'est pas comme cela que nous résoudrons un problème aussi complexe que l'obésité. Il nous faut une politique qui facilite un mode de vie sain à tous les niveaux : en partant de l'enseignement, par le sport, par le biais d'infrastructures publiques et, bien sûr, en misant sur une ali-

mentation équilibrée. Cela exige de la part du gouvernement de faire de la santé une priorité dans tous les domaines politiques.

Cela exige aussi que le gouvernement démarre à partir de notions correctes du rôle de l'alimentation, des ingrédients en tant que tels ou des produits et de tous les aspects qui favorisent l'obésité. Comment pouvons-nous amener les citoyens à bouger ? Comment arriverons-nous à ce que les jeunes fassent plutôt du sport que de jouer à des compétitions sportives sur leur console ? C'est aussi à ces questions que nous devons répondre.

Cela incombe clairement au gouvernement, mais il serait illusoire de penser que le gouvernement "mano solo" peut éradiquer l'obésité grâce à quelques lois bien ciblées. Une concertation et une collaboration avec toutes les parties concernées sont nécessaires. Le gouvernement peut inviter tout le monde à se mettre autour de la table, prendre les dispositions nécessaires et, le cas échéant, faire appel à la responsabilité de tout un chacun.

Une telle approche, en regardant tous dans la même direction, pourrait être réellement efficace dans la lutte contre l'obésité. Cela s'est avéré être le cas lors de l'engagement relatif à la réduction en sel, conclu en 2009 par l'industrie alimentaire belge, le commerce et le service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement. Les aliments produits en Belgique contiennent aujourd'hui beaucoup moins de sel qu'il y a plusieurs années. Selon les chiffres

**"Il serait illusoire de penser que le gouvernement "mano solo" peut éradiquer l'obésité grâce à quelques lois bien ciblées."**

communiqués par le ministre-même cette semaine, l'ingestion a chuté de plus de 10 % depuis 2007.

Quel est ici le rôle de l'industrie alimentaire ? Nos entreprises assument également la responsabilité de faciliter un mode de vie sain. En innovant, par exemple, dans des produits moins caloriques. Saviez-vous que les entreprises alimentaires belges sont championnes en matière d'innovation ? Suite à l'engagement sur la réduction en sel, nous examinons actuellement avec le gouvernement comment nous pouvons également arriver à un engagement dans le domaine de la réduction énergétique.

Ce n'est pas une mince affaire : nous devons rester compétitifs dans un environnement international. L'intention n'est pas non plus de mettre sur le marché des produits que les consommateurs n'apprécient pas. Mais cela ne devrait pas nous empêcher de continuer à chercher des solutions, à reformuler les produits là où c'est possi-

ble, à adapter la taille des portions ou à promouvoir des alternatives moins riches en calories.

L'industrie alimentaire s'emploie également à informer encore mieux le consommateur sur la composition de notre alimentation. Chaque producteur doit, bien sûr, respecter la législation européenne sur l'étiquetage. Certains vont encore plus loin en ajoutant volontairement des informations supplémentaires sur l'emballage, par exemple via le système des Apports de Référence (en anglais : Reference Intakes - (anciennement les GDA)).

Le marketing destiné aux enfants est, à juste titre, un sujet sensible. Une certaine retenue est conseillée. Ces dernières années, le secteur lui-même a également déjà pris des mesures, par exemple par l'intermédiaire du Belgian Pledge. Les signataires se sont engagés à ne pas faire de publicité destinée aux enfants âgés de moins de 12 ans, sauf pour les produits alimentaires et boissons qui répondent à des critères nutritionnels spécifiques.

Nous devons également avoir le courage de parler de pistes que l'industrie alimentaire est traditionnellement moins encline à aborder. Nous souhaiterions vivement avoir une conversation à ce sujet avec les autorités compétentes et avec toutes les parties prenantes, en toute transparence et en vue de parvenir à une véritable solution au problème complexe qu'est l'obésité.